

CURTIS ROOSEVELT

« François Hollande est le seul à pouvoir lancer un New Deal européen »

Le petit-fils de Franklin Delano Roosevelt suit de près l'aggravation de la crise et la course à la rigueur en Europe. Pour lui, seule une vaste relance permettrait de sortir de la dépression.

A

SAINT-BONNET-DU-GARD, même le patron de l'unique café ne connaît pas la rue de la Farigoule. Mais tous les habitants

du village peuvent conduire les yeux fermés le visiteur égaré jusqu'à l'ancre de « monsieur Roosevelt ». Après avoir passé sa jeunesse dans les appartements de la Maison-Blanche, à Washington, et une bonne partie de sa carrière de diplomate dans les austères bureaux des Nations unies, à New York, c'est dans ce hameau, non loin du pont du Gard, que le petit-fils du grand président américain, sauveur de l'Amérique des années 30, passe une retraite studieuse.

Dans le jardin d'hiver d'une auguste maison de pierres blondes, « Buzzie », comme le surnommaient affectueusement les journalistes américains des années 30, porte un regard acéré sur la crise économique et financière mondiale. Ses chroniques régulières du *Huffington Post* n'épargnent ni Angela Merkel et son austérité suicidaire, ni un Barack Obama enligné dans une logique de compromis paralysante.

Avec son ancien collègue de l'ONU, Stéphane Hessel, et quelques grands noms – le sociologue Edgar Morin, l'ancien Premier ministre Michel Rocard... –, il a rejoint en début d'année le collectif Roosevelt 2012, qui prône un New Deal à l'échelle européenne. Dans la torpeur de l'été, cet octogénaire à la voix grave et au regard azur livide, entre deux bouffées de cigare, sa vision du monde et son mode d'emploi pour sortir de la dépression. Rencontre avec l'autre Roosevelt.

Pensez-vous que l'Europe soit confrontée à une dépression d'une ampleur comparable à celle des années 30 aux Etats-Unis ?

Evidemment, les parallèles entre les deux époques sont nombreux, mais, pour être sincère, la crise actuelle en Europe ne connaît pas le même degré de violence. Lors de l'élection de mon grand-père, « FDR » [Franklin Delano Roosevelt], en 1932, le taux de chômage aux Etats-Unis était de 35 %. Même en Espagne ou en Grèce, les deux pays européens les plus durement frappés par la récession, il n'atteint pas aujourd'hui ce niveau. Et nous en sommes encore très loin en France et en Italie. Mais l'Europe se rapproche doucement de la Great Depression. Comme une sorte d'avant-goût ou de préparation au pire, l'argumentaire et le langage des dirigeants européens ressemblent étrangement à ceux d'Herbert Hoover, le président républicain prédécesseur de FDR, pris dans le piège de la crise. ➔



**Selon Curtis
Roosevelt, la situation
économique mondiale
va empirer car « la
méthode employée
n'est pas la bonne ».**



PROFIL Ancien diplomate et spécialiste des questions d'histoire politique, Curtis Roosevelt adresse toujours au « *Huffington Post* » américain des critiques acerbes sur la gestion de la crise européenne et sur le manque d'ambition de Barack Obama. A 82 ans, il publiera cet automne des Mémoires sur son enfance passée à la Maison-Blanche.

➤ Pouvez-vous nous en dire un peu plus ?

« La course au déficit budgétaire est la voie de la ruine. » Cela ressemble à du Angela Merkel, n'est-ce pas ? Erreur, c'est du Herbert Hoover. Ou encore : « La seule fonction d'un gouvernement est de créer les conditions nécessaires au développement de la libre entreprise. » Là, vous croyez entendre du David Cameron, mais non, c'est toujours Herbert Hoover. Lisez ses discours de campagne de 1932 ou *The Challenge to Liberty*, publié en 1934, et vous y trouverez sans doute une touche de Mariano Rajoy et un brin de Mario Monti. Mais une autre parenté – sûrement plus fondamentale – entre l'Europe d'aujourd'hui et l'Amérique des années 30 saute aux yeux : le même système de pensée, le même cadre intellectuel que les élites constituées en réseau semblent ne pas vouloir dépasser. J'ai appris la politique en écoutant mon grand-père et ma grand-mère, Eleanor, et aujourd'hui je crois parfois les entendre quand ils se plaignaient de la cécité intellectuelle des élites devant le désastre économique et la puissance des lobbys que personne n'osait affronter.

Avouez tout de même que l'accord européen de la fin juin va dans le bon sens, avec la reconnaissance par tous les pays de l'Union de la nécessité de relancer la croissance pour sauver la monnaie unique et l'Europe...

Soyons sérieuse ! Ce sommet, comme les précédents – on en dénombre une vingtaine depuis 2008 –, ne résout rien. A

« J'admire Angela Merkel en tant que leader politique, mais son entêtement peut conduire à l'éclatement de l'Europe et à la mort de l'euro. »

chaque fois, les commentateurs et les dirigeants politiques parlent de réunion de la dernière chance et saluent « les avancées majeures obtenues au creux de la nuit après des négociations marathons », qui vont enfin sortir l'Europe de la crise. En réalité, personne n'est dupe. L'euphorie médiatique, relayée par les marchés financiers, ne dure que quelques jours, au mieux quelques semaines, et la crise reprend ses droits, ébranlant toujours plus un édifice européen déjà fissuré. Ce dernier accord n'est pas très différent des précédents. Les dirigeants n'ont fait que coller un nouveau sparadrap sur le cancer. La plupart des gouvernements, en Allemagne, en Espagne, et même en Grèce depuis les der-

nières élections, sont conservateurs, relayant une idéologie du « laisser faire ». Au Royaume-Uni, le Labour est incapable de dénoncer la thérapie de choc imposée par David Cameron. Le logiciel de pensée fondé sur la poursuite sans relâche de la rigueur budgétaire est le même partout. Or cette politique est suicidaire. De fait, elle n'a réussi qu'à métastaser la crise, qui s'est propagée des petits pays, comme la Grèce ou le Portugal, vers des poids lourds comme l'Espagne et l'Italie. Aujourd'hui, c'est l'ensemble de la zone euro qui est en passe de retomber dans la récession. J'admire sincèrement la chancelière Angela Merkel en tant que leader politique, mais son entêtement peut conduire à l'éclatement de l'Europe et à la mort de la monnaie unique. « Madame No » a l'avenir du projet européen dans ses mains. Bientôt, elle devra choisir entre devenir une héroïne à Bruxelles ou être conspuée dans les couloirs du Bundestag – choisir entre être une sainte ou une martyre ! Contrairement à ce que peuvent imaginer certains leaders politiques et économiques américains, la crise européenne frappera à un moment ou à un autre à la porte des Etats-Unis. Et la récession qui touchera l'Amérique sera alors peut-être encore plus sévère que celle de 2008.

A vous écouter, l'Europe serait partie pour vivre une sorte de suicide à la romaine ?

Mon sentiment profond est que la situation économique va encore empirer. Tout simplement parce que la méthode employée n'est pas la bonne. Pensez-vous sincèrement que, avec les plans de rigueur imposés simultanément dans tous les pays de la zone, l'Europe puisse repartir sur un chemin de croissance durable qui permettrait d'aider au redressement des comptes publics ? Alors que partout sur la planète la croissance est en train de ralentir... Je n'y crois pas une seconde. L'Europe est tombée dans un cercle vicieux : plus de rigueur signifie encore moins de croissance, moins de recettes fiscales, et comme unique réponse les dirigeants imposent une couche de rigueur supplémentaire pour atteindre un objectif inaccessible ! Je pense donc que la crise va s'accroître. Et cette descente aux enfers peut encore durer plusieurs mois, voire quelques années. Mais, à un moment, l'ampleur du désastre économique imposera un changement de logiciel. Comme toujours, ce sont les événements qui feront les hommes.

Et François Hollande, dans cette histoire ?

Même avec une légitimité démocratique forte et une large majorité dans les deux assemblées, François Hollande a pour l'instant peu de chances de changer radicalement la donne et de faire sauter les verrous des grands équilibres budgétaires qui restent encore en vigueur en Europe. Mais si la crise se prolonge et s'aggrave, il est le seul à pouvoir lancer un New Deal européen. Le temps est de son côté, il est élu pour cinq ans. Il le fera bien sûr par empathie pour les souffrances des classes populaires, mais surtout par nécessité politique. La clé de la réussite du New Deal de FDR était son empathie avec son peuple. Plus prosaïquement, on peut même dire que le montant du stimulus économique dépendra de l'ampleur de la crise et de la colère populaire. Au tout début de son mandat, mon aïeul, FDR, ne répondait pas toujours favorablement aux demandes des courants « alternatifs » ou hétérodoxes, mais il leur demandait de ne pas relâcher la pression sur lui. Il voulait les faire prospérer, leur donner un écho dans l'opinion, pour, le moment venu, s'appuyer sur eux et faire lever afin de changer la donne.

Pensez-vous que le président français suive cette même stratégie ?

Aujourd'hui, François Hollande veut réduire les déficits, mais il semble qu'il ne ferme pas la porte aux idées de changement. Il doit cultiver ce terrain. Si la situation économique continue de se détériorer, il pourra trouver des alliés parmi les pays de culture sociale-démocrate. Pour l'instant, il fait le choix de l'« austérité solidaire », puisqu'elle s'organise autour d'une hausse légitime des impôts en direction des plus riches. De ce point de vue, il y a une parenté troublante avec FDR. Je rappelle que ce dernier a porté la tranche supérieure d'imposition à 79 % à la veille de la Seconde Guerre mondiale. En 1944, le Congrès américain a même adopté une taxe de 94 % sur les hauts revenus. François Hollande a la capacité de faire bouger le décor idéologique.

Sans doute, mais n'y a-t-il pas des forces contraires, des intérêts divergents, qui l'obligent à composer et finalement à édulcorer ses choix politiques ?

Si, bien sûr. Mais, encore une fois, la dépression va balayer toutes les croyances économiques et financières jugées jusqu'alors indépassables, c'est-à-dire, par exemple, notre définition de la « croissance ». La force des masses dépasse parfois celle du capital. Le social surplombe l'économie. Et les « non-spécialistes » le comprennent plus aisément que les autres, ressentent mieux le moment du basculement. Au moment du Glass-Steagall Act, qui a obligé à séparer les banques de dépôt des banques d'investissement, FDR était très critiqué dans son propre parti et par certains membres de son entourage. Pour le New Deal aussi, il a fallu tenir, y compris contre les oppositions internes parmi les plus écoutées de son administration. Raymond Moley, un membre du Brain Trust, qui recrutait des jeunes hommes brillants de l'université Columbia, a donné sa démission pour dire son opposition aux attaques de FDR contre la communauté bancaire. Même John Maynard Keynes, dont les théories de relance ont pourtant inspiré l'action de mon

grand-père, s'inquiétait des conséquences sur les finances publiques des 8 millions d'emplois créés de toutes pièces par l'administration pour sortir le pays du chômage de masse. Et Lewis Douglas, le directeur du bureau du budget, a également démissionné. Pour beaucoup, de telles dépenses dépassaient l'entendement d'un point de vue économique ou financier, mais elles s'imposaient humainement pour permettre à des millions d'Américains de retrouver leur dignité. FDR a tenu bon contre l'avis des financiers et des

« Roosevelt disait : “Nous devons dépenser comme si nous étions en guerre.” Aujourd'hui, on qualifierait de “populiste” sa ténacité ! »

économistes. Il disait : « Nous devons dépenser comme si nous étions en guerre. » Aujourd'hui, on parlerait de « populisme » pour qualifier sa ténacité !

Le président Barack Obama se représente en novembre prochain. Quel jugement portez-vous sur son bilan ?

Sincèrement, je suis extrêmement déçu. Au lendemain de son investiture, le 20 janvier 2009, il disposait d'une énorme confiance de la part du peuple. Pour des millions d'Américains, Barack Obama, en dehors d'être un symbole – le premier président afro-américain des Etats-Unis –, incarnait l'espoir d'amener le changement à Washington, d'en finir avec le « capitalisme entre amis ». Dans un livre intitulé *La Promesse*, l'essayiste américain Jonathan Alter dresse un bilan assez sévère de sa première année, affirmant qu'il a complètement oublié le mandat que les Américains lui avaient confié. Un peu comme si l'homme qui était entré à la Maison-Blanche était tout à fait différent de la personne que nous avions élue avec tant d'enthousiasme.

Ses cent premiers jours, tellement symboliques, ont été totalement ratés. Certes, par la suite, Barack Obama a tout de même réussi à faire passer la grande réforme de la santé obligeant à terme tous les Américains à se doter d'une assurance-maladie. Mais qu'a-t-il fait d'autre ? En réalité, il a perdu toute son énergie dans cette réforme, et il a passé le reste de son temps à essayer de mener une politique bipartisane. Il n'est pas parvenu à faire reculer significativement le chômage, tandis que le nombre d'Américains qui perdent leur logement chaque mois est toujours très élevé. Enfin et surtout, il a refusé d'identifier les responsables de la crise – à savoir la communauté financière. Je dirai même qu'il n'a pas été solidaire des victimes de la débâcle financière. En matière de politique étrangère, il avait promis de revenir sur la vision « impérialiste » des Etats-Unis et d'adopter une approche plus « morale », ce qu'il n'a pas fait non plus. Beaucoup décrivent sa politique étrangère comme la simple continuation de celle de l'administration Bush. Aujourd'hui, alors que commence une nouvelle campagne, certains médias affirment que le Barack Obama de 2007 a fait son retour. Ses discours sont effectivement brillants, mais le risque d'une nouvelle déception est énorme. Pour autant, je voterai encore pour lui, car le choix de Mitt Romney, pour moi, n'en est pas un !